

Le Bâtiment. Enquête d'histoire économique, XIVe-XIXe siècles, tome I : Maisons rurales et urbaines dans la France traditionnelle

Autor(en): **Pelet, Paul-Louis**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **22 (1972)**

Heft 2

PDF erstellt am: **27.04.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La plus grande partie de la propriété rurale est aux mains des privilégiés et il est à noter que l'élevage est dominant dans tout le pays et qu'il marque une tendance à se développer au XVIII^e siècle aux dépens des emblavures. Bien que le pays bessin soit l'un des premiers, en France, à introduire la « culture à l'anglaise », la tendance à la mise en herbe rend l'équilibre précaire entre les subsistances et une population à nourrir (la consommation de pain est évaluée à 7 livres en moyenne, par jour et par famille de 5 personnes, ce qui paraît peu par rapport aux estimations de Goubert).

On devine, à travers cette trop sommaire recension d'un livre riche et bien fait, les causes de la stagnation de Bayeux au cours du XVIII^e siècle : une démographie timide, limitée par les ressources disponibles ; une agriculture vouée à l'élevage (grands espaces bocagers et disponibilités financières aux mains d'un groupe social restreint) ; pas d'investissements dans l'industrie ; les prix agricoles sont en hausse, mais ce n'est pas une hausse stimulée par la demande de consommation, ici la montée des prix signifie une réduction de la production céréalière. Dans une conjoncture de moindre activité manufacturière, les salaires nominaux ne suivent pas et le pouvoir d'achat des consommateurs en est d'autant rogné.

En conclusion, des permanences structurelles archaïques et une industrialisation ratée. Bayeux est déjà, au XVIII^e siècle, la petite ville-musée que nous connaissons aujourd'hui.

Genève

Anne-Marie Piuz

Le Bâtiment. Enquête d'histoire économique, XIV^e-XIX^e siècles, tome I : Maisons rurales et urbaines dans la France traditionnelle. Mouton, Paris-La Haye, 1971. In-8°, 544 p., planches, graphiques, index (Contribution du Centre de Recherches d'Histoire Quantitative de l'Université de Caen. — Ecole Pratique des Hautes Etudes VI^e section, coll. « Industrie et artisanat », VI).

Une équipe de chercheurs de l'Université de Caen publie le résultat d'une longue enquête dirigée par le professeur PIERRE CHAUNU sur un thème rarement abordé : l'histoire de l'habitation. Les historiens de l'art ont étudié les châteaux, les monastères, les palais ; lorsqu'ils se sont penchés sur la maison bourgeoise, ils en ont relevé avant tout les qualités artistiques, la valeur architecturale. Jusqu'à présent on ne s'est guère préoccupé des aspects sociaux ou économiques de l'habitation. Banales et multiformes à la fois, les maisons courantes, qu'elles soient paysannes ou citadines, représentent pourtant un élément fondamental dans la vie des villes et des sociétés. Elles durent souvent des siècles, et longtemps après leur construction elles influent encore sur l'urbanisme ou sur l'exploitation des domaines ruraux.

Dans les archives, elles ont laissé des traces : séries fiscales, cadastrales,

enquêtes, gestion de propriétés civiles ou ecclésiastiques. Ici ou là des séries longues et fournies de comptes ou de baux ont été conservées; les sources n'en sont pas moins disparates, et pour l'ensemble d'un pays, lacunaires.

Une équipe et plusieurs années de travail: un premier volume qui analyse quelques cas de l'habitat français. L'ouvrage est si neuf que chaque étude mériterait un compte rendu détaillé. Pour le XIX^e siècle, GABRIEL DÉSSERT esquisse un tableau d'ensemble de l'industrie française du bâtiment (p. 33-120). Il détermine les zones stagnantes et les régions dynamiques. Cette industrie reste attachée aux matériaux anciens et aux techniques de construction antérieures. Cependant les toitures de chaume, encore abondantes au début du siècle dans les campagnes tendent à disparaître et l'emploi de la pierre s'étend toujours plus, remplace dans les villes les autres matériaux. A long terme, la construction dépend non des fluctuations économiques, mais du mouvement démographique national. Comme ce mouvement est faible au XIX^e siècle, dans l'ensemble, l'industrie du bâtiment évolue peu. Même dans les régions où elle est la plus dynamique, elle ne parvient pas à suivre le rythme du peuplement urbain. Dans les villes, les émigrants ruraux s'entassent dans les anciens quartiers.

PIERRE GOUHIER présente ensuite (p. 121-188) un cas particulier: une maison campagnarde soignée, le presbytère. En Normandie, de nombreux documents du XVIII^e siècle donnent le coût de leur construction ou de leur entretien, leur plan et leurs dimensions. Beaucoup de ces bâtiments subsistent encore. Il serait piquant de comparer ces maisons de célibataires avec les cures pour familles nombreuses des paroisses protestantes!

HUGUES NEVEUX étudie la construction des maisons dans la ville de Cambrai, du XIV^e au XIX^e siècle (p. 189-312), d'après les comptes des propriétés de l'Eglise. Grâce à des séries d'archives exceptionnellement riches et bien conservées, il suit la destinée de certains immeubles, ou de certains îlots, pendant près de trois siècles, entre 1388/89 et 1684/85. L'évolution des frais d'entretien, celle des beaux, le rendement de la propriété bâtie peuvent être relevés sur de longues périodes. Les réparations et les reconstructions énumèrent les matériaux employés.

A partir de 1420, les hottes de cheminée sont montées toujours plus fréquemment en briques maçonneries et non plus en bois; à la fin du siècle la tuile a remplacé le chaume et la brique remplit de plus en plus fréquemment, au lieu du pisé, les pans de murs entre les colombages. Les plus graves risques d'incendie sont éliminés. Les maisons en colombage se maintiennent et le charpentier reste leur principal maître d'œuvre. C'est à partir de la seconde moitié du XVI^e siècle que l'emploi de la vitre se généralise. Les comptes révèlent encore les dimensions des maisons et leur répartition intérieure, les périodes d'essor urbain (1450 à 1470 par exemple) ou de stagnation (la fin du XVII^e siècle). Le plus frappant, c'est la durée de bâtisses apparemment fragiles, mais constamment réparées ou rebâties.

La maison rouennaise au XVII^e et au XVIII^e siècles met en évidence des problèmes économiques et sociaux. JEAN-PIERRE BARDET constate qu'au XVII^e siècle déjà, Rouen est une «ville de locataires» où dominent les maisons familiales. Cependant si l'on connaissait les sous-locations (interdites en principe) l'habitat rouennais paraîtrait certainement plus dense, plus diversifié. L'ampleur des propriétés ecclésiastiques explique dans une certaine mesure l'abondance des maisons locatives. L'auteur parvient à déterminer, d'après les loyers qu'elles sont susceptibles de payer, les catégories socio-professionnelles et leur hiérarchie économique. Des graphiques habilement conçus montrent quels types de loyer paient les membres d'un métier ou d'une profession, en laissant apparaître aussi bien la tendance dominante que les exceptions.

Chaque étude tire parti de données différentes, mais avec la même honnêteté intellectuelle. Les abondantes séries chiffrées étayent comparaisons et conclusions; elles sont utilisées avec toute la prudence, toute la suspicion nécessaires. Deux villes du Nord, les presbytères d'une province, ne représentent pas tous les types architecturaux des maisons urbaines ou rurales, tous les types de propriété ou de location; elles n'évoquent pas tous les problèmes sociaux qui peuvent surgir dans les villes françaises, mais elles apportent un faisceau de vues nouvelles très significatives. Premier volume d'une série à venir, ce livre ouvre la porte d'un domaine peu défriché; il en montre la fertilité.

Ce départ attentif, sérieux, permet au professeur Chaunu d'esquisser, en guise de présentation du volume (p. 9-32), les grandes lignes de l'histoire du bâtiment et de la construction en France et de montrer l'éventail des demeures, de la «tanière» qu'évoque La Bruyère à l'hôtel particulier, de la chaumière en pisé et du chalet du Jura au mas de pierre de Provence. Un texte captivant, des idées neuves, que dépare ici où là la hâte de la rédaction. Le temps n'est plus où les professeurs des Universités françaises pouvaient consacrer aux travaux de l'esprit tout le temps nécessaire.

Sauf dans les deux premiers chapitres, les graphiques, soigneusement établis et clairs, sont relégués à la fin de chaque étude, avant les séries de prix et d'indices qui sont tirées en offset. Il en résulte que si l'on veut suivre dans le détail la démonstration, il faut se reporter fréquemment à trois pages différentes à la fois! Inconvénient dû à cette grande misère des temps actuels, les frais excessifs d'impression dès que l'on s'écarte des mises en page standard. Ces critiques, ces regrets sont peu de chose en face d'un ouvrage scrupuleux dans l'analyse des sources et prudent dans ses déductions, à la fois honnête et novateur.

Lausanne

Paul-Louis Pelet

Recueil des Actes du Comité de Salut Public, avec la correspondance officielle des représentants en mission et le registre du Conseil Exécutif provisoire.